

Arrêté préfectoral DRE n°2014-066, du 28 mars 2014, mettant en demeure la société AALYAH RECYCLAGE de se conformer à la condition 10 du cahier des charges annexé à l'arrêté portant agrément d'un centre VHU du 10 janvier 2014 ainsi qu'à la condition 4 de l'arrêté préfectoral du 22 août 1986 pour le site qu'elle exploite à BAGNEUX 24, Chemin Latéral



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5 et R.512.69 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 août 1986 autorisant la société BAGNEUX METAUX sise 24, chemin Latéral à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sous la rubrique 286 « stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, la superficie utilisée étant supérieure à 50 m². Activité soumise à autorisation ;
- Vu** mon courrier du 18 mai 2011 reclassant les activités du site sous les rubriques suivantes :
- 2712 :** « Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m² » - **Activité soumise à Autorisation avec antériorité** (station de dépollution de véhicules hors d'usage),
- 2713/1 :** « Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m² » - **Activité soumise à Autorisation avec antériorité** (récupération de ferrailles),
- 2718/1 :** « Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t » - **Activité soumise à Autorisation avec antériorité** (batteries) ;
- Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 11 décembre 2012 dans le cadre de la succession intervenue le 6 mars 2012 au profit de la société AALYAH RECYCLAGE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-4 du 10 janvier 2014 portant agrément de la société AALYAH RECYCLAGE pour une durée d'un an, afin d'effectuer la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (VHU) en tant que centre VHU pour le site se trouvant 24, chemin Latéral à BAGNEUX ;
- Vu** la condition 4 de l'article II de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 1986 susvisé qui dispose : « les fûts d'huile seront placés dans un dispositif de rétention étanche construit en matériaux incombustibles, d'une capacité égale à 200 litres » ;
- Vu** la rubrique 10 du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-4 du 10 janvier 2014 susvisé qui dispose : « L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux

dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 février 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'informant qu'un arrêté de mise en demeure allait être pris à son encontre et invitant l'exploitant à présenter, s'il le souhaitait des observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant en date du 24 février 2014, reçues en préfecture le 27 février 2014 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 mars 2014 maintenant sa proposition tendant à prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 30 janvier 2014, l'inspecteur des installations classées a constaté les trois non-conformités notables suivantes :

- une excavation béante était présente dans le sol, dans laquelle une pollution par les fluides issus de véhicules hors d'usage (VHU) était avérée ;
- deux incidents notables survenus sur la cuve de stockage des eaux usées, incidents qui n'ont pas été signalés à l'inspection des installations classées ;

- un des conteneurs d'une capacité de 1 000 litres d'huile, utilisé pour collecter les huiles issues des VHU, n'était pas sur rétention ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux conditions 4 de l'article II de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 1986 susvisé et au numéro 10 du cahier des charges de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-4 du 10 janvier 2014 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société AALYAH RECYCLAGE de respecter les conditions 4 de l'article II de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 1986 susvisé ainsi qu'au numéro 10 du cahier des charges de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-4 du 10 janvier 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er}

La Société AALYAH RECYCLAGE, représentée par son gérant, Monsieur BAHBAH, exploitant une installation de centre VHU sise à BAGNEUX, 24 Chemin Latéral, est mise en demeure de se mettre en conformité, dans un délai d'un mois, avec la rubrique 10 du cahier des charges de l'arrêté d'agrément du 10 janvier 2014, soit en suspendant l'activité le temps des travaux sur la cuve, soit en prenant des mesures de nature à empêcher tout ruissellement des eaux vers l'excavation,

Article 2

La Société AALYAH RECYCLAGE, représentée par son gérant, Monsieur BAHBAH, exploitant une installation de centre VHU sise à BAGNEUX, 24 Chemin Latéral, est mise en demeure de se mettre en conformité, dans un délai d'un mois, avec la condition 4 de l'article II de l'arrêté préfectoral du 22 août 1986 en plaçant l'ensemble des bacs d'huile sur rétention et de procéder à la dépollution nécessaire aux installations classées pour la protection de l'Environnement à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 5

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de BAGNEUX et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de BAGNEUX, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

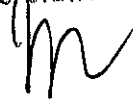
Article 6

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Madame le Maire de BAGNEUX, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 28 mars 2014

Le Préfet,
pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général



Christian POUGET